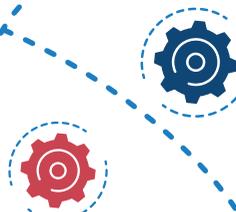




OBSERVATORIO LABORAL DE LAS AMÉRICAS



Fiche Informativa Canada

2021



Superficie totale

9'879.750 km²



Population (recensement 2016):

35'151.728
personnes¹



Population 2021:

38'246.108

19'238.276
femmes

19'007.832
hommes

Composition de la population:

(recensement 2016)



6,2%

sur le total de la
population a déclaré
avoir des ascendants
autochtones

(2,1 millions de personnes)



Population active économiquement:

(décembre 2021)

20,583
millions de
personnes



Produit Intérieur Brut (PIB) 2020

1,644
milliards²



PIB 2021:

La Banque du Canada a estimé que le PIB pour 2021 a augmenté de 5,5% environ, ce qui place le PIB 1,5% au-dessous du niveau qu'il avait au dernier trimestre 2019, avant la pandémie.³

¹ La plupart des données statistiques présentées dans cette section sont issues du Bureau National des Statistiques du Canada (Statistics Canada).

² <https://datos.bancomundial.org/indicador/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA>

³ <https://www.bankofcanada.ca/2021/12/fad-press-release-2021-12-08/>

Panorama de la situation socio-économique

Emploi.

Para el 2021 se estimó que la tasa de empleo en Canadá fue de 61,5%, equivalente a 19,370 millones de personas ocupadas. Para las mujeres fue de 57,6% con 9,184 millones de mujeres empleadas; y la tasa de empleo para los hombres fue de 65,5% con 10,186 millones de hombres empleados.

Population inactive.

Octobre 2021

4,810 millions. ⁴

Pauvreté.

Dans le Rapport du Conseil consultatif sur la pauvreté, publié en février 2021, on estime que le taux de pauvreté était de 10,1%⁶ en 2019, ce qui signifie que 3,730 millions de Canadiens vivaient dans ces conditions à ce moment-là.

Chômage.

Para el cierre de 2021, 1,212 millones de personas estuvieron desempleadas con una tasa de 5,9%. La tasa de desempleo para las mujeres fue de 5,8% con 567 mil mujeres desocupadas; y para los hombres fue de 6,0% con 644 mil hombres desocupados.

Travail informel (2018).t

Selon l'analyse issue de l'Enquête canadienne sur les attentes des consommateurs de la Banque du Canada (Bank of Canada's - Canadian Survey of Consumer Expectations) environ 30% des enquêtés a déclaré prendre part à une forme quelconque de travail informel en 2018. ⁵

⁴ <https://fred.stlouisfed.org/series/LFIN64TTCAQ647N>

⁵ <https://www.bankofcanada.ca/wp-content/uploads/2019/02/san2019-6.pdf>

⁶ <https://www.canada.ca/content/dam/esdc-edsc/documents/programs/poverty-reduction/national-advisory-council/reports/2021-annual/advisory-council-poverty-2021-annual.pdf>

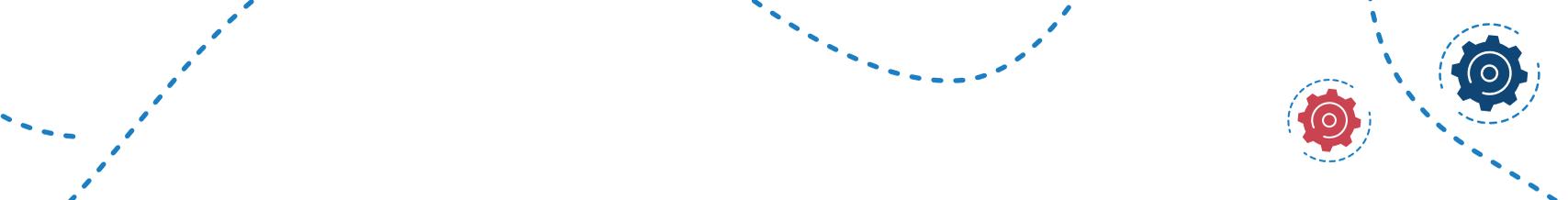
Les sujets saillants de la conjoncture 2021

La réélection du Premier ministre Justin Trudeau, le 21 octobre, a suscité des polémiques et a mis en évidence une rupture régionale entre les provinces de l'est et de l'ouest, pour et contre le mandataire. Le Parti Libéral a gagné 156 places à la Chambre des communes et, même s'il n'a pas atteint les 170 sièges nécessaires pour la majorité absolue, le résultat était suffisant pour reconduire le mandat du Premier ministre, qui devra négocier avec les autres partis pour pouvoir faire passer ses initiatives.

Une particularité des résultats c'est bien la division géographique pour et contre le parti officiel. Dans le territoire des provinces occidentales, Trudeau et le Parti Libéral ont été largement rejetés ; le mécontentement obéit au fait que Trudeau a mis en place une taxe au charbon qui touche principalement la province pétrolière de l'Alberta. Plus tard, dans une tentative pour gagner la

faveur des électeurs de ces régions, le mandataire a investi des millions de dollars du budget public pour agrandir un oléoduc allant de l'Alberta jusqu'à la côte de l'océan Pacifique. Cependant, la question de la taxe a signifié pour Trudeau une perte de votes en Alberta et en Saskatchewan. Il a aussi perdu le soutien de la Columbia Britannique, province côtière traversée par l'oléoduc, où il n'a pas été bien reçu.

En revanche, le Parti Libéral a maintenu son avantage dans les provinces orientales. Le soutien à Trudeau provient majoritairement de personnes ayant des études universitaires qui habitent dans des zones urbaines, proches des idées progressistes. Sa victoire doit beaucoup à un agenda lié à des politiques concernant le chan-



gement climatique, les droits des femmes et des minorités. Face à cette posture vis-à-vis du réchauffement climatique, l'Alberta et la Saskatchewan ont manifesté leur indignation, tout en signalant que les provinces orientales dépendent des bénéfices de l'industrie du pétrole, alors qu'elles tiennent un discours qui cherche à étouffer la dynamique économique du pétrole à travers le soutien de politiques de changement climatique et de l'opposition aux oléoducs.

L'indignation était telle que, après les élections, les partisans du Parti Conservateur ont appelé au Wexit (un jeu de mots par rapport au Brexit), prônant la séparation de l'occident. La proposition a été bien accueillie dans les réseaux sociaux et elle était basée notamment sur l'idée d'une indépendance administrative et législative de l'Alberta et des provinces occidentales. Cette situation met en évidence une tension et une polarisation marquées, qui impliquent

des défis importants pour la mise en place des initiatives du Premier ministre.

Au-delà des perspectives sur le changement climatique, les politiques migratoires ont été aussi au centre du débat. La population canadienne ne reçoit pas facilement le discours anti-immigrés qui circule dans d'autres pays. D'ailleurs, le Parti Populaire, qui s'oppose à l'immigration, n'a pas obtenu de votes suffisant pour avoir un candidat qui puisse occuper une curul.⁷

Par ailleurs, tout au long du 2021 le gouvernement canadien a avancé dans le développement de politiques cherchant à mettre fin aux migrations irrégulières, qui ont augmenté en 2016 depuis l'élection de Donald Trump. Pour décembre 2021, Trudeau a entamé

⁷ La curul est le poste occupé par un député au Parlement.

des dialogues avec les gouvernements des États-Unis et du Mexique pour trouver une solution conjointe à la réalité migratoire du continent.

En novembre 2021, on a ouvert le passage de Roxham, situé à la frontière entre les États-Unis et le Canada et l'on estime que, pour la fin de l'année, au moins 2.000 personnes l'auraient traversé. Le but du Premier ministre est d'actualiser les politiques migratoires, simplifier les démarches légales pour donner asile aux étrangers ou même octroyer des permis de travail, puisque le Canada a une population faible et qu'il dépend donc de l'immigration.

En 2021, le Canada a souffert l'événement climatique le plus extrême : une vague de chaleur, avec des températures de 49,6 C° degrés a frappé pendant 3 jours

de suite le village de Lytton, en Columbia Britannique, qui fut dévasté par les incendies. On calcule qu'il y a eu plus de 180 incendies forestiers et plus de 1.000 personnes décédées ; les animaux marins ont également subi l'impact et sont apparus morts sur les côtes du Canada et des États-Unis. Cela a contribué à la popularité de Jyoti Gondek, élue maire de la ville de Calgary et dont la principale proposition politique est basée sur la transition énergétique conçue une solution contre le changement climatique.





Les actions et les dénonciations syndicales et d'autres secteurs de la société

Le syndicalisme canadien a totalement rejeté les recommandations du bilan du Comité de Conseil pour la Récupération de la Force de Travail d'Ontario (OWRAC par ses sigles en anglais), qui voulait consacrer le statut de deuxième classe pour les travailleurs des plateformes. La dénonciation et le rejet face au bilan de l'OWRAC s'est fondé sur l'analyse faite par les syndicats, selon laquelle les employeurs classent de façon erronée les travailleuses sous la dénomination de sous-traitants indépendants, ce qui limite leurs droits. Les dénonciations ont mis l'accent sur le fait que des entreprises de plateformes comme Uber, Lyft Skip the Dishes, etc., ont généré des processus qui menacent les droits acquis. Pour les syndicats, l'OWRAC a cédé aux désirs des entreprises de plateformes, dont le modèle de business est centré sur l'exploitation, donnant à voir clairement une protection des entreprises et non pas des droits du travail.

Le mouvement syndical canadien a signalé aussi que depuis la présentation du projet de loi 59 pour le renouvellement de la Loi de Sécurité et Santé au Travail (LSST) et de la loi des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles (LATMP), des ajustements

et des améliorations structureaux ont été exigés. Pour les travailleuses, le projet de loi entrave la reconnaissance des maladies professionnelles, il limite les possibilités effectives d'accéder à des processus de réhabilitation adaptés et il rend moins efficaces les mécanismes de prévention, parmi d'autres difficultés qu'il présente... Le projet de loi est questionné aussi parce qu'il réduit les droits des collectifs prioritaires et des victimes des accidents du travail. En ce qui concerne la justice de genre, les travailleuses ont expliqué que ce projet de loi laisse les femmes plus exposées aux risques sur leur lieu de travail, et que leurs lésions professionnelles pourraient passer inaperçues. La réforme éventuelle ne ferait donc que poursuivre la discrimination des femmes au travail. En raison de ces inconsistances et bien d'autres analysées, le mouvement syndical a lancé un appel pour que le projet soit officiellement rejeté et que l'on mette en place un dialogue social permettant une réforme en accord avec les besoins et la garantie des droits des travailleuses.





Les propositions et les initiatives syndicales

Plusieurs centrales syndicales ont appelé les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéraux à donner aux travailleur·euses des applications et des plateformes la même protection prévue pour les autres employé·euses. Elles ont aussi exhorté les gouvernements à éliminer les formes de classement des travailleur·euses comme des sous-traitants indépendants, car ce classement provoque une restriction de l'accès aux Plan des Pensions du Canada, à la Sécurité de l'Emploi et aux compensations qui sont à la base du travail décent. La demande des centrales syndicales met l'accent sur le fait que les gouvernements ont la responsabilité de veiller à l'amélioration permanente des conditions du travail, avec une sécurité adaptée et une rémunération juste, et donner les garanties pour le droit à s'organiser au niveau syndical.

Le mouvement des travailleur·euses du Canada s'est engagé avec le processus de la transition juste, tout en exigeant la mise en route d'un plan ambitieux pour qu'aucun·e travailleur·euse ne soit en situation de précarité. Il a demandé enfin au gouvernement canadien d'adopter des objectifs clairs de réduction de gaz à effet de serre, en accord avec l'état d'urgence créée par la crise climatique. La possibilité de transformation économique vers un modèle réduit en carbone implique une révision du tissu industriel du Québec et du pays, une limitation des importations et la construction de la souveraineté énergétique et économique.



SECRÉTARIAT EXÉCUTIF CSA

Fred Redmond - **Président**

Francisca Jiménez - **Président-adjoint**

Toni Moore - **Président-adjoint**

Rafael Freire Neto - **Secrétaire général**

Jordania Ureña Lora - **Secrétaire des politiques sociales**

Cícero Pereira da Silva - **Secrétaire à la formation
et à l'éducation syndicale**

Bárbara Figueroa - **Secrétaire au développement durable**

Contenu et rédaction - Danilo Urrea

Relecture et révision - Equipo CSA

Traduction - Patricia Wild Interpretación y Traducción

Design et mise en page - Gervasio Della Ratta

